

Les socialistes français et l'Iran (1975-85)

*Témoignage sur une
décennie d'action politique*

Alain Chenal

Avant-propos de Lionel Jospin

Les socialistes français et l'Iran (1975-85)

Alain Chenal

Avant-propos de Lionel Jospin

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Avant-propos	5
Introduction	13
La dénonciation de la dictature du Shah, une cause alors largement partagée dans l'opinion de gauche	17
Le Parti socialiste et ses partenaires iraniens	25
L'Iran à l'ordre du jour	32
La montée rapide de la révolution	37
Khomeyni en France	44
Entre soutien... ..	53
... et doutes précoces	58
Une conférence internationale pour sortir du piège	62
La <i>husseiniyé</i> de Khomeyni	67
<i>Esfahan, nesf é jahan !</i>	72
Retour de Téhéran	74
22 septembre 1980, la guerre	76
Vers un nouvel exil	82
L'été des malentendus avec l'Iran	84
La France en guerre aux côtés de l'Irak	91
Conclusion	97

AVANT-PROPOS

Lionel Jospin

Ce texte trouve son origine dans une émission de France Culture, La Fabrique de l'Histoire (diffusée le 30 décembre 2010), consacrée aux voyages politiques, au cours de laquelle je devais retracer les circonstances d'une mission en juin 1980 dans l'Iran des débuts de la « révolution islamique ». Alain Chenal, qui travaillait avec moi depuis des années sur le monde arabo-musulman au secrétariat Tiers Monde puis au secrétariat international du Parti socialiste, et m'accompagna dans ce voyage, a rassemblé ses souvenirs et ses notes pour préparer cette émission.

Lionel Jospin est ancien Premier ministre. Il a été secrétaire national au Tiers monde, secrétaire international (1979-1981), puis premier secrétaire du Parti socialiste entre 1981 et 1988 et entre 1995 et 1997. Son dernier ouvrage, *Lionel raconte Jospin*, est paru aux éditions du Seuil en janvier 2010.

En tirant ainsi les fils de la mémoire, il s'est pris au jeu, et a étoffé son travail. Il mentionne des faits, qui n'ont jamais été évoqués aussi précisément à ce jour. Il contribue ainsi à éclairer un volet particulièrement complexe de l'action internationale des socialistes français entre 1975 et 1985. Ce texte, nous l'avons relu ensemble. Je suis heureux que nos amis de la Fondation Jean-Jaurès aient décidé de le publier. Et cet avant-propos me permet de mettre en lumière quelques éléments, passés et actuels.

Au cours des années concernées, le travail politique collectif du secrétariat international du Parti socialiste a été particulièrement intense. J'avais réuni autour de moi, pour chacune des grandes régions du monde et pour chacun des principaux domaines thématiques, des militants et experts spécialistes de ces sujets, lesquels apportaient bénévolement au Parti non seulement leurs analyses, mais aussi leurs liens amicaux et leur présence active dans le monde associatif. Nous nous réunissions très régulièrement pour élaborer des propositions de communiqués ou d'initiatives. Le Parti socialiste a pu ainsi, sur tous les

sujets, exprimer jour après jour des positions circonstanciées, élaborer une vision collective du monde en marche, mais aussi nouer des liens de solidarité forts avec des militants étrangers qu'un jour le destin de leur pays conduirait peut-être à assumer de hautes responsabilités. Ce que nous avons fait dans les années précédentes pour les réfugiés politiques espagnols, portugais et grecs, nous le ferions aussi pour ceux d'Afrique, d'Amérique latine et du Proche-Orient. En regardant aujourd'hui le devenir des révolutions arabes, combien cela reste vrai, quand on voit par exemple ceux à qui est revenue la tâche délicate de mener à bien la transition tunisienne ! Et combien les attaques injustifiées de la droite contre le droit d'asile et le harcèlement des résidents étrangers paraissent, non seulement condamnable au plan des principes, mais aussi irresponsables pour le rayonnement de la France.

Cet essai rappelle aussi combien notre approche des événements d'Iran a été attentive, circonstanciée et prudente. Grâce à nos amis iraniens, nous étions conscients de la très grande brutalité, mais aussi de la fragilité de la dictature

d'un Shah trop souvent présenté comme un parangon de modernité ; la dénonciation de son régime ne faisait pas de doute pour nous. Et nous n'étions pas très nombreux, même à gauche, à nous engager aussi clairement sur cette question. Mais nous avions aussi la conscience lucide des faiblesses des oppositions progressistes et des dangers qui allaient menacer le processus. En particulier, la force centrale du mouvement d'opposition, mené par des personnalités religieuses, si elle méritait une analyse complexe en raison de l'histoire propre de l'Iran au XX^{ème} siècle, voire du chiïsme, ne laissait pas d'inquiéter par le risque qu'elle portait d'étouffer les autres courants politiques. De cette visite de juin 1980 en Iran, je suis revenu plus qu'inquiet pour ceux de nos amis qui avaient été élus aux premiers temps de la révolution islamique. Et je me souviens d'avoir souvent évoqué cette révolution, qui comme souvent « dévore ses enfants ».

Le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran devait précipiter cette spirale négative, et réduire à néant les espoirs émancipateurs que certains avaient pu placer dans

la chute du régime du Shah. Le pouvoir irakien, et ses soutiens internationaux, portent donc une lourde part de responsabilité dans cette évolution tragique. C'est pourquoi j'ai toujours été très critique envers le soutien unilatéral que lui apporta la France, pourquoi j'ai tenté de longues semaines durant de dissuader François Mitterrand de glisser peu à peu jusqu'à une sorte de co-belligérance avec ce pays (par la fourniture à l'Irak de Super Etendards et d'Exocets).

Trente ans après, à l'été 2009, à l'occasion d'une élection présidentielle falsifiée, le peuple iranien s'est à nouveau soulevé, cette fois contre le régime issu de cette révolution trahie, et devenu au fil des ans une impitoyable dictature militaro-policière. J'avais pu mesurer l'année précédente, au cours d'une mission en Iran au nom du Club de Madrid (qui rassemble d'anciens chefs d'Etat et Premiers ministres décidés à appuyer les processus de démocratisation), combien la société iranienne avait évolué et exprimait son désir de liberté. Cette « révolution verte » est-elle, comme l'écrit mon ami Ahmad Salamatian, la pre-

mière révolution post-islamique ? C'est là un élément de réflexion fondamental pour l'avenir même de l'Europe, qui a assisté en 2011 à des révoltes arabes mettant à bas des régimes dictatoriaux ou autoritaires avec lesquels nos pays avaient fait preuve de tant de connivence au cours des années, et se prépare à devoir traiter demain, dans beaucoup de pays qui sont pour nous des voisins importants, avec des pouvoirs nouveaux et complexes. Ils méritent de notre part une analyse refusant tout à la fois simplisme et naïveté, et s'inscrivant dans une vision de la durée de ces sociétés, ce que l'émotion médiatique ne facilite pas. Cette période entre donc en résonance avec celle que nous avons connue lors de la révolution iranienne de 1978-79.

C'est aussi l'occasion de dire combien le travail politique d'analyse et de solidarité d'un parti comme le Parti socialiste, s'il est mené dans son ampleur en associant la richesse du monde associatif, peut apporter une contribution irremplaçable à la politique extérieure de la France, et aider à un renouveau de la place dans le monde de notre pays. Il en a besoin !

Mêlant textes, faits politiques, références et souvenirs personnels, Alain Chenal fait de notre action politique un tableau très vivant. Je salue ce travail remarquable, non seulement en ce qu'il rappelle du passé mais aussi pour ce qu'il éclaire du présent.

INTRODUCTION

Depuis les années 1970, l'Iran n'a jamais cessé d'occuper les unes de l'actualité mondiale. Face à l'Union soviétique, le régime impérial, fier de pouvoir aligner la « quatrième armée du monde », affiche ses ambitions de puissance régulatrice de la région, à commencer par le Golfe. Il a pour cela le soutien inconditionnel des Etats-Unis et des pays européens. C'est ainsi que l'armée impériale intervient dans le Sultanat d'Oman, menacé par la rébellion du Dhofar. Ce dessein triomphant tranche avec le monde arabe voisin, dirigé par des armées vaincues et secoué par des violences, comme l'assassinat en 1975 du plus marquant des souverains saoudiens, le roi Fayçal.

Alain Chenal, juriste, a enseigné à partir de 1968 à l'Université de Nanterre. Il a collaboré au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères. De 1984 à 1994, il a été le conseiller des premiers présidents de l'Institut du monde arabe.

Militant socialiste, il a collaboré au secrétariat international du Parti socialiste aux côtés de Lionel Jospin, puis de tous ses successeurs dans cette fonction. Il est actuellement conseiller du Président de la Fondation Jean-Jaurès pour la Méditerranée et le Proche-Orient.

Accessoirement, le régime iranien se pare de rose dans les périodiques friands de princesses malheureuses, ancêtres de la presse *people*.

En tout cas, le régime du Shah semble solidement établi à Téhéran, depuis sa restauration après le coup d'Etat anglo-américain qui a renversé Mossadegh à l'été 1953. Il va pourtant s'effondrer en quelques mois de l'automne 1978 à février 1979, et cela marquera particulièrement l'opinion française à cause du bref exil de l'ayatollah Khomeyni en région parisienne. Une inquiétude parcourt le monde face à l'idée d'une possible « contagion » de la Révolution islamique : cette influence directe se limitera aux régions traditionnellement placées sous l'influence du chiisme iranien (Irak, Liban, Golfe), mais s'ajoutera à d'autres crises (intervention soviétique en Afghanistan, révolte à la Mecque, etc..) pour donner indirectement un nouvel élan à l'islam politique sunnite.

Aussi les puissances occidentales vont-elles majoritairement, mais avec un degré d'engagement variable, soutenir

le dictateur « laïque » de Bagdad, qui engage avec l'Iran une des plus longues et sanglantes guerres du XX^{ème} siècle, pour huit ans (1980-88). Le même, qui réunira contre lui, à deux reprises, une coalition mondiale, en 1990 et 2003...

La fin de la guerre et celle de Khomeyni (le 4 juin 1989) laissent certains espérer que le régime pourrait évoluer vers quelque forme de détente, espoir conforté par les deux élections présidentielles qui voient triompher le réformateur Mohammad Khatami (1997-2005). En vain. Le régime complexe des premiers mois de la Révolution a été très rapidement balayé au profit de son noyau dur. L'échec sanglant de la révolte verte¹ de 2009 confirme que sous les oripeaux de la Révolution islamique ne reste plus qu'une dictature militaire classique, vouée au pillage du pays et à la répression. Son ambition nucléaire affirmée en fait aujourd'hui à nouveau un point de fixation majeur de la tension internationale.

1. Parfaitement analysée dans le livre d'Ahmad Salamatian et Sara Daniel, *Iran. La révolte verte*, Paris, éditions Delavilla, 2010.

Dans les années 1970, le Parti socialiste, qui se reconstruit, cherche alors à se doter d'une doctrine rénovée, consacrée aux questions internationales. Outre leur tradition de solidarité avec les victimes des dictatures, les socialistes entreprennent d'analyser et de comprendre la marche du monde, entre décolonisation et recul de la Guerre froide, mais aussi de nouer des liens avec les forces politiques dont ils se sentent proches, au-delà même de la « famille » social-démocrate européenne, où beaucoup de partis n'approuvent pas le programme commun avec le Parti communiste français (PCF). Si le Proche-Orient arabe est peu compris et regardé avec une certaine méfiance, à de rares exceptions près², la gauche en général et le Parti socialiste tout particulièrement se sont très tôt dans la décennie 1970 engagés aux côtés de l'opposition iranienne.

C'est le témoignage de cette recherche, avec ses doutes, que l'on trouvera ci-dessous. Les informations et les propos résumés dans ce texte s'appuient sur des notes et des souvenirs personnels.

2. Claude Estier, *L'Égypte en révolution*, Paris, Julliard, 1965.

LA DÉNONCIATION DE LA DICTATURE DU SHAH, UNE CAUSE ALORS LARGEMENT PARTAGÉE DANS L'OPINION DE GAUCHE

L'opinion française de gauche est plutôt bien informée de la brutalité de la dictature du Shah et des crimes de la Savak.³ Elle comprend qu'il existe, derrière les photos de romances sentimentales et d'une cour ruisselant de luxe et de bijoux, une face très sombre du régime. Peu de gens – l'artiste anti-franquiste Fernando Arrabal en sera – « achètent » l'idée complaisamment répandue qu'autour de la Shahbanou, Farah Diba, un noyau de personnalités libérales et d'intellectuels, comme Ehsan Naghaghi, pèserait pour l'ouverture du régime. Le vrai pouvoir, on le sait, est celui d'un Shah autoritaire et velléitaire à la fois, appuyé sur des services sécuritaires très puissants, et qui a l'ambition de faire d'un Iran inconditionnellement soutenu par les États-Unis LA grande puissance régionale du Moyen-Orient et la quatrième armée du monde. Il le démontre en occupant des îles à la souveraineté contestée

3. Service de sécurité intérieure et de renseignement de l'Iran entre 1957 et 1979.

dans le Golfe, et par son intervention militaire pour écraser les insurgés du Dhofar omanais. Les prisonniers politiques se comptent par dizaine de milliers, les exécutions sont fréquentes. Houchang Nahavandi calcule que la Savak fait au moins un fusillé ou un disparu par jour pendant quinze ans. Les liens amicaux avec Paris de Mohamad Reza Shah, francophile et parfait francophone, et de l'élite iranienne ne font que plaquer sur cette réalité brutale une touche de glamour et de civilité. D'autant plus que le petit noyau dirigeant du pouvoir iranien a été en majorité formé en France.

Le 13 octobre 1971, tourné vers les tombeaux des « Rois des rois » achéménides, le Shah grandiloquent s'écrie : « Dors tranquille, Cyrus, nous veillons ! ». En dépit de rapports privilégiés avec l'Iran, Georges Pompidou a préféré renoncer à se rendre aux festivités de Persépolis, pourtant organisées avec le concours de toutes les entreprises françaises du luxe et supposées célébrer le 2500^{ème} anniversaire de Cyrus le Grand et de la monarchie iranienne. Il y a délégué Jacques Chaban-Delmas. C'est une victoire politique des opposants iraniens, qui ont mené

dans toute l'Europe une vigoureuse campagne de boycott contre ces manifestations follement dispendieuses et indécentes, et de leurs amis de gauche. La marche vers la fin de la monarchie ne mettra pas dix ans...

En France, le recul de Pompidou est pourtant une victoire de courte durée. Valéry Giscard d'Estaing rétablit une étroite connivence avec le régime impérial. Michel Poniatowski, son ami et ministre de l'Intérieur à poigne, harcèle les opposants, tout en fermant les yeux sur les turpitudes impériales et les faits divers opiacés, dont la princesse Ashraf, est, si l'on peut dire, l'héroïne sur la Côte d'Azur – *Le Canard enchaîné* parle de la princesse *Achnouf* –, et l'on sait que l'ambitieuse sœur jumelle du Shah regroupe volontiers autour d'elle les durs du régime. Les opposants iraniens réfugiés en France vivent dans la crainte permanente d'une descente de police ou d'une expulsion, qui peut signifier la mort en Iran.

Il m'arrive d'accompagner l'inlassable avocate des exilés, maître Michelle Beauvillard, à un procès en province. Avec tout son réseau, et des personnalités respectées

comme Claude Mauriac ou Claude Bourdet, qu'elle inonde de télégrammes, elle réussit à éviter bien des drames. A Valenciennes, nous arrivons juste à temps, et la salle de l'audience pénale est bondée. Elle entre en revêtant sa toge et apostrophe le président. Khosroe Kalantari échappera à l'expulsion.

Le peuple de gauche est effectivement mobilisé pour l'Iran. En ces temps où, du Viêt Nam au Chili, l'impérialisme américain a encore un sens concret, certains se souviennent que la monarchie des Pahlavi a été imposée par les Anglais et restaurée en 1953 par la CIA, qui a organisé de notoriété publique le coup d'Etat contre le réformateur Mohammad Mossadegh et le retour du Shah exilé à Rome⁴. La

4. Cet événement majeur se situe dans le double contexte de la Guerre froide, dans un pays qui a une longue frontière commune avec l'Union soviétique, laquelle n'a pas hésité à proclamer en 1945 deux républiques séparées en Azerbaïdjan et Kurdistan, mais aussi de la reconnaissance des droits des peuples à l'indépendance (décolonisation) et à la maîtrise de leurs ressources naturelles (nationalisation du pétrole par Cardenas au Mexique dès 1937, par Kassem en Irak en 1958, du canal de Suez, etc.). Mohammad Mossadegh (1882-1967), juriste formé en France et en Suisse, humaniste, longtemps député, pose en 1947 les bases du Front national, qui demande la démocratie et la nationalisation du pétrole aux mains des Britanniques. Il fait voter le 15 mars 1951 la loi nationalisant le pétrole iranien et devient Premier ministre. C'est exclusivement en français qu'il s'adresse aux émissaires anglo-américains. Il est renversé en août 1953 par un coup d'Etat conçu par les Britanniques et exécuté par la CIA, avec le général Zahedi. Le Shah, qui avait fui à Rome, revient, son pouvoir personnel restauré. Ce coup d'Etat revendiqué par l'agence américaine est connu en détail, les rapports officiels ayant été publiés en 2000 dans le *New York Times*. Mossadegh reste jusqu'à nos jours une des personnalités les plus aimées des Iraniens.

puissante Confédération des étudiants iraniens, présente en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, est abritée en France dans les locaux de l'UNEF⁵ et anime un travail politique très militant. Elle visite régulièrement les partis de gauche et récolte les signatures pour les pétitions, alors un des moyens d'action les plus utilisés.

C'est à l'occasion d'une de ces visites, où j'accompagne les amis de la Confédération, que nous rendons visite au nouveau secrétaire national au Tiers Monde du Parti socialiste, qui vient de s'installer dans son petit bureau du troisième étage de la place du Palais-Bourbon. Les Iraniens se lancent dans de très longs propos théoriques, décrivant comme à chaque fois l'origine du pouvoir, sa base économique et sociale, ses liens criminels avec l'impérialisme et ses méfaits. Assis et silencieux au deuxième rang, je bouillonne intérieurement et admire la patience attentive de Lionel Jospin, qui prend des notes

5. Alors installée 15 rue Soufflot, dans le V^{ème} arrondissement de Paris. Jean-Louis Péninou et Jean-Marcel Bouguereau sont très actifs dans le soutien à l'opposition iranienne.

avec deux stylos, noir et bleu. A la fin, en deux minutes, j'essaie de résumer sans langue de bois la nouveauté de la situation, et de dire pourquoi des signatures peuvent sauver du peloton d'exécution des condamnés du Mouvement des Moudjahidines du peuple. Massoud Radjavi échappera au peloton d'exécution. Et je m'engagerai au Parti socialiste, auprès de Lionel Jospin.

Des élus municipaux de gauche, à Paris ou Aix-en-Provence, boycottent les visites du Shah. Le parti Toudeh, parti communiste iranien, utilise le puissant relais du PCF. Autour d'Elie Mignot, puis d'Alain Gresh (1978-83), la question iranienne est suivie par l'historien Jacques Couland, l'avocat Nuri Albala, les journalistes Dominique Bari, Dominique Vidal et Jacques Varin, parfois l'ethnologue Jean-Pierre Digard.

La Ligue des droits de l'homme relaie régulièrement les informations sur la répression. Un comité formé après le coup d'Etat de 1953, appelé familièrement le Comité Sartre, s'engage en faveur des victimes de la répression,

notamment des membres du Toudeh⁶. Son activité est relancée à partir de la grande vague de répression de 1963⁷, mais surtout après l'attentat du Palais de Marbre. Ce comité est soutenu par Vercors et Jankélévitch, et animé par une vieille « sartrienne » infatigable et chaleureuse, Mouloud Khanlari, avec des relais en Iran (Karim Lahidji, maître Matine-Daftari). Des associations de juristes (l'Association française des juristes démocrates, avec les figures que sont les avocats Leo Matarasso et Joe Nordmann, la Fédération internationale des droits de l'homme animée alors par maître Michel Blum, des juristes belges) envoient en quelques années en Iran près de trente missions, dont les comptes rendus établissent la dimension dramatique et sanguinaire de la répression et de la torture.

6. C'est ainsi que plus de 600 officiers liés au Toudeh sont fusillés au cours des années 1950.

7. Le Shah a décrété en 1963 la Révolution blanche dans le but de moderniser de façon autoritaire l'économie et le régime des terres. Le « pays profond » s'y oppose, et d'immenses manifestations ont lieu dans tout le pays, qui culminent le 15 khordad (3 juin 1953), coïncidant avec la fête de l'Achoura. Un des chefs de l'opposition religieuse, alors peu connu, Khomeyni, est arrêté et exilé. Les manifestations ne vont pas cesser, d'autant plus qu'en novembre 1964, une loi accorde l'immunité à tous les Américains présents en Iran. Le jeune Premier ministre Ali Mansouri est assassiné le 21 janvier 1965. En avril 1996 a lieu l'attentat du Palais de Marbre contre le Shah, mettant en cause un groupe de quatorze étudiants revenus d'Europe.

Partout en Occident monte alors un mouvement multi-forme de mobilisation de la jeunesse. Sur la lancée de l'opposition à la guerre au Viêt Nam, les campus américains se mobilisent contre le soutien inconditionnel de l'Occident aux dictatures du Tiers Monde. Le 2 juin 1967, un étudiant est tué à Berlin lors des violentes manifestations contre la visite du Shah : Benno Ohnesorg devient la figure emblématique de la révolte de la jeunesse allemande et sa mort marque une étape importante dans la radicalisation du mouvement étudiant européen. Plus tard, Bruno Kreisky et Olof Palme pèseront de toute leur autorité au sein de l'Internationale socialiste pour soutenir l'opposition démocratique iranienne.

LE PARTI SOCIALISTE ET SES PARTENAIRES IRANIENS

La dénonciation du « sanguinaire » régime impérial fait donc partie des causes les mieux partagées et les moins discutées à gauche. Le Parti socialiste se trouve au fil des mois des partenaires, au-delà de la Confédération, dans la mouvance réformiste, notamment le Front national iranien, rassemblant des partis, des organisations de jeunes et des personnalités progressistes, formé lors du gouvernement Mossadegh en 1951, mis en sommeil par la répression et réanimé dans les années 1970. Roland Dumas, qui avait suivi de près la période Mossadegh, visité alors l'Iran et interviewé ce dernier, y a sensibilisé François Mitterrand, intéressé par l'histoire longue de ce peuple. Des réfugiés politiques issus de cette mouvance démocrate et progressiste vivent un premier exil à Paris – Abolhassan Banisadr, Sadegh Ghotbzadeh et Ahmad Salamatian⁸. Ils seront notre accès particulier aux soubresauts de la fin de la décennie, et

8. Sans oublier beaucoup d'autres, devenus des amis, Mandana Kolbadi-Doubin, Mahmad Lamehi, les frères Chakeri.

les interlocuteurs réguliers des grandes plumes de la presse parisienne. Certains collaborateurs de *L'Unité*, Jean-Loup Revérier et Ahmad Farouhy⁹, élégant prince qadjar, s'intéressent également à l'Iran : l'hebdomadaire socialiste consacre une grande place à ce pays. *La Nouvelle Revue Socialiste* y consacre aussi des articles, avec des contributions de Maxime Rodinson et Paul Vieille.

Mais les amis du Front national iranien ne seront pas les seuls. Didier Motchane, prédécesseur de Lionel Jospin au secrétariat au Tiers Monde, qui a été au début de sa carrière administrative en poste à Téhéran, « en Perse » comme il dit, et qui est lié par ailleurs au Baas irakien, a des contacts épisodiques avec les Moudjahidines du peuple. Un de ses jeunes et brillants camarades du CERES, Bruno Delaye, est le fils d'un ambassadeur lucide en Iran, Raoul Delaye : grâce aux analyses de son conseiller de presse¹⁰, il est le seul diplomate occidental

9. Qui est venu parler du Front national à Lionel Jospin le 27 mai 1975.

10. Jean-Claude Cousseran. L'ambassadeur américain Sullivan mentionne aussi la lucidité de l'attaché militaire Beaupuy, qu'il oppose à l'aveuglement de la diplomatie américaine.

à mettre en doute la stabilité du régime, tenue en dogme par tous, et à annoncer des bouleversements.

L'opposition offre en outre toute une palette de groupes d'extrême-gauche. Des contacts épisodiques ont lieu avec d'autres groupes, comme les Fedayin du peuple, le mouvement kurde Komala, et aussi bien sûr avec le Toudeh, parti communiste orthodoxe – union de la gauche oblige. Autre porte d'accès à l'Iran, les Kurdes. Dès 1975, Lionel Jospin reçoit au siège du Parti socialiste le chef charismatique du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran¹¹, Abdollahman Ghassemlou, accompagné par un jeune kurde de Diyarbakir appelé à jouer un rôle important à Paris, Kendal Nezan. Ghassemlou est certainement l'un des dirigeants politiques les plus sophistiqués du Proche-Orient. A sa formation d'économiste à Prague auprès des réformateurs tchèques comme Ota Sik et à ses nombreux

11. Le PDKI est fondé le 16 août 1945 à Mahabad par Qazi Mohammad, qui devient le premier président de la République du Kurdistan, proclamée à Mahabad en janvier 1946. Après onze mois d'existence, elle est écrasée par l'armée du Shah appuyé par des forces anglo-américaines. Qazi Mohammad est pendu à Mahabad le 31 mars 1947.

voyages, il doit, outre sa frêle et émouvante épouse Hélène Krulich, une vision du monde, qui manque tant aux autres leaders kurdes, le futur président irakien Jalal Talabani mis à part. Cette vision lucide du monde s'accompagne d'une culture politique et morale, qui le prémunit des tentations et dérives sanguinaires. Il aime la vie, la douceur de vivre, les bons restaurants, le vin, sans doute les aventures. Les journalistes et humanitaires, qui le rencontrent dans ses repaires montagneux du Kurdistan d'Irak, racontent tous ces grottes, où il détient la meilleure cave du Proche-Orient. Mais il est aussi à l'aise en tenue de peshmerga, entouré de combattants, qui l'appellent avec respect *Kak Rahman*, ou *Kak Doctor*. Par-dessus tout, il irradie une qualité exceptionnelle chez les politiques orientaux, l'humour, un humour fin, distancé, de dérision sereine, qu'il distille d'un voix douce dans un français parfait, légèrement chuintant. Nous nous verrons beaucoup, souvent, lors de ses passages à Paris, dans nos congrès, dans les réunions de l'Internationale socialiste, et je goûterai jusqu'au bout la saveur de son amitié. Après le piège mortel que lui tend

le pouvoir iranien à Vienne¹², un long cortège ému accompagne sa dépouille au Père-Lachaise le 20 juillet 1989 ; en tête marche un secrétaire d'État, qui évoque devant les journalistes ses aventures humanitaires, soulignant qu'il est bien seul à représenter la gauche ; tout au bout du cortège, pourtant, une voiture dépose le numéro deux du gouvernement, qui s'est arraché à ses lourds dossiers de l'Éducation nationale pour marcher en silence avec les amis anonymes de Ghassemlou.

Au fil des années, nous nous apercevons d'ailleurs que la question des minorités n'est pas toujours facile à évoquer, tant est grande la crainte des manipulations extérieures. Il est vrai que les Kurdes d'Iran ont à plusieurs reprises

12. Après deux séries de contacts, qu'il estimait prometteurs, avec des envoyés du régime à Vienne, il est assassiné lors de la troisième rencontre, le 13 juillet 1989, avec deux autres de mes amis, Abdullah Ghaderi Azar et un extraordinaire kurde irakien, avec qui j'ai une grande connivence intellectuelle, Fadhil Rassoul « Anwar ». La direction du PDKI désignée pour lui succéder, autour de Sadegh Sharafkendi, « Dr Saïd », que le PS vient de recevoir à Bordeaux en juillet, est elle aussi décapitée à Berlin le 17 septembre 1992, en marge du congrès de l'Internationale socialiste, où Pierre Mauroy succède à Willy Brandt. Sharafkendi est tué dans le restaurant Mykonos en compagnie d'Abdelfattah Abdoli, un de mes amis, Homayoun Ardalan et Nouri Dehkordi. Les autorités de Téhéran sont directement mises en cause par la Cour de justice de Berlin, qui condamne le 10 avril 1997 à la perpétuité un Iranien, Kazem Darabi, le Libanais auteur des coups, Abbas Rhyael, et deux complices à des peines de prison.

tenté de former un Etat indépendant, comme le fut avec l'appui soviétique en 1945 la République de Mahabad, dont Ghassemlou fut un jeune acteur. Il est vrai aussi que Jacques Chirac, très allant dans la relation avec Saddam Hussein, vient de patronner directement entre le Shah et celui-ci, en 1975, des Accords d'Alger assez cyniques, négociés en fait à Paris, suivant lesquels chacun des deux dictateurs renonce à soutenir les Kurdes de son voisin, ainsi livrés à la répression nationale : des jours terribles s'ouvrent pour eux.

Mais il sera toujours difficile, même avec nos amis, hypersensibles sur ce point, de parler, non pas du peuple iranien mais des peuples d'Iran. L'histoire récente leur donne d'ailleurs plutôt raison ; toutes les tentatives extérieures pour jouer sur les séparatismes et les forces centrifuges, notamment après l'attaque irakienne du 22 septembre 1980, ont échoué. Les Arabes du Khouzestan iranien n'ont pas rallié Saddam en 1980, pas plus que les chiïtes irakiens ne l'ont trahi. Le nationalisme baloutche, élevé alors à la hauteur de mouvement de libération par

Jean-Pierre Viénot¹³, dans ses articles au *Monde diplomatique*, est loin d'avoir pris à ce jour cette dimension.

13. Ce militant radical du droit des peuples disparaîtra mystérieusement en Afghanistan, sans doute empoisonné.

L'IRAN À L'ORDRE DU JOUR

L'Iran ne quitte guère l'ordre du jour international du Parti socialiste, et la montée de la révolte en Iran accompagne la marche des socialistes vers la victoire électorale, jusqu'à la destitution de Baniadr, qui suit de quelques semaines l'élection de François Mitterrand à l'été 1981.

Dès 1977, au congrès de Nantes, François Mitterrand s'en prend au Shah, qu'il cite aux côtés de Pinochet et de Hassan II en évoquant les dictatures. D'où la surprise d'entendre peu après le président Carter, qui a méthodiquement soulevé les questions de droits de l'homme, déclarer lors du Nouvel an 1978, son premier réveillon de président, qu'il passe à Téhéran, son plein accord avec la vision du Shah en la matière : jamais appui aussi décisif n'aura été involontairement apporté aux religieux soulevés contre le régime depuis 1963, et qui dénoncent « l'occidentalite »¹⁴. Les dirigeants de ce mouvement disent

alors en substance à leurs compatriotes : « si la dictature du Shah, qui baigne dans le sang de vos frères, est un modèle démocratique pour l'Occident, pourquoi voudriez-vous d'une démocratie à l'occidentale ? ». Sans doute n'avons-nous pas mesuré alors à quel point cette situation fragilisait nos amis au sein de l'opposition montante.

Les visites de l'opposition démocratique iranienne se succèdent au siège du Parti socialiste, alors installé 10 place du Palais-Bourbon. Shapour Bakhtiar, éloquent juriste à la moustache rousse, ancien combattant français, tient un discours essentiellement constitutionnaliste à Lionel Jospin qui le reçoit en août 1977. Nous recevons encore maître Dariouch Forouhar¹⁵, qui arbore lui aussi une moustache en croc très Troisième République. L'invitation officielle du Front national iranien au congrès de Metz (6-8 avril 1979), qui y sera représenté par maître Dadbeh, est acceptée sans difficulté par la direction du

15. Il sera ministre du Travail dans le gouvernement de Mehdi Bazargan en 1979, et assassiné avec sa femme dans leur appartement de Téhéran le 22 novembre 1998 par des hommes de main liés au régime, ou à une fraction radicale.

14. Pour reprendre l'expression *Gharbzadegi* du penseur Al-é Ahmad.

Parti socialiste, qui s'interroge en revanche sur la première invitation du Fatah palestinien et la venue d'Ibrahim Souss.

Mais la figure la plus marquante du Front national iranien est son secrétaire général, le Dr Karim Sandjabi, d'origine kurde, jadis étudiant à Paris, devenu doyen de la faculté de droit de Téhéran, exilé, un vieil homme aux cheveux blancs et au courage intact. Il recherche des contacts avec les partis de l'Internationale socialiste, mais l'accélération des événements en Iran en décide autrement. Il vient s'entretenir longuement avec Khomeyni, juste arrivé à Neauphle-le-Château, tentant d'obtenir de lui des assurances ambiguës sur l'avenir. Après être venu voir Lionel Jospin, le 30 octobre 1978, il décide de rentrer en Iran sous l'empire de la loi martiale, où l'attend pour le moins la prison, sinon pire¹⁶. Une rencontre est alors organisée avec François Mitterrand, juste avant le départ de Karim Sandjabi pour Téhéran.

¹⁶. Il semble que les Etats-Unis, très inquiets, aient obligé le Shah à laisser rentrer certains opposants libéraux.

Elle a lieu dans le bureau du Premier secrétaire au cinquième étage. Pendant que je l'y accompagne, il me dit que son plus grand regret est d'avoir enseigné à des générations d'étudiants iraniens le droit, comme s'il s'appliquait vraiment. L'entretien avec François Mitterrand est plein d'émotion contenue. Karim Sandjabi explique pourquoi il ne peut être absent, alors que le peuple iranien prend tous les risques pour réclamer la fin de la dictature. Il envisage toutes les hypothèses. François Mitterrand le questionne longuement, puis, fait tout à fait inhabituel, le raccompagne jusque sur le trottoir, devant le siège du parti, où attend le taxi, qui doit l'emmener directement à l'aéroport. Encore quelques mots, une longue poignée de main, et François Mitterrand s'immobilise pendant que la voiture s'éloigne, en faisant un petit geste de la main, pensant au destin qui attend ce vieil homme.

Karim Sandjabi est arrêté à son arrivée et emprisonné ; bien sûr, nous protestons. Quelques mois plus tard, il est le premier ministre des Affaires étrangères de la République islamique, dans le gouvernement formé le

5 février 1978 par Mehdi Bazargan. Déclaré renégat, car il conteste l'islamisation de la révolution, il fuit l'Iran en 1982 et meurt aux États-Unis en juillet 1995, âgé de plus de 90 ans.

Pendant toute cette période, les actions de solidarité sont le pain quotidien du secrétariat international et des élus du Parti socialiste. Il faut soutenir les étudiants, qui recourent aux grèves de la faim, un moyen d'action alors très utilisé par la gauche. Le Parti socialiste ne cesse d'intervenir pour dénoncer les arrestations et les expulsions d'opposants iraniens. Certains cas sont particulièrement dramatiques, comme celui de deux étudiants, Nader Oskoui et Reza Takbiri, accusés d'une tentative d'assassinat contre un diplomate iranien¹⁷. Pour eux, l'expulsion signifierait le peloton d'exécution.

17. Incarcérés le 5 novembre 1976, après un attentat visant le diplomate Keykavoussi le 2 novembre.

LA MONTÉE RAPIDE DE LA RÉVOLUTION

Si la montée rapide de la révolution iranienne et sa spécificité surprennent en Occident, cela est dû pour beaucoup dans notre pays à l'ignorance. La France forte de son savoir « colonial » sur l'islam sunnite et de ses intérêts au Levant arabe méconnaît non la brutalité, mais la fragilité du régime impérial, plus aimé des *people* d'alors que de son peuple. Elle compte pourtant de très savants iranologues. Elle a formé dans ses universités la plupart des membres de la classe dirigeante iranienne, mais si ceux-ci l'ont choisie, c'est parce que, à la différence des Britanniques, elle ne joue pas en Iran un rôle colonial dominant. On ne mesure pas à quel point le pays, proche des champs pétrolifères historiques de Bakou et de l'Irak, a été, tout au long du siècle, l'enjeu d'une rivalité impitoyable entre Russes et Britanniques. Les deux puissances vont à deux reprises, lors des conflits mondiaux, occuper chacune une moitié du pays. Il s'en faudra de peu – les réticences des États-Unis, de la France et de la Société des nations – que Londres parvienne à établir sur

l'Iran un véritable protectorat. Le XX^{ème} siècle iranien tourne des décennies durant autour des séculaires manœuvres diplomatiques¹⁸ anglaises et russes. Le relais sera pris par les Etats-Unis dans le cadre de la Guerre froide. Cette histoire longue explique la force de conviction du slogan des débuts de la révolution islamique, « Ni Américains, ni Soviétiques ».

On sait notamment peu de choses de la révolution constitutionnaliste de 1906, matrice de tous les événements ultérieurs et du rôle majeur joué alors par le clergé chiite. Et pourtant cette révolution politique, la première en Orient au sens moderne du terme, reste pour tous les Iraniens comme leur 1789. Un vaste soulèvement rassemblant les élites urbaines, les grands dirigeants religieux et les chefs des grandes confédérations tribales réclame de faire de l'Iran une « Maison de la Justice » (*Adalet Khane*) et impose à Muzaffareddine Shah, vieux et malade, la convocation d'un Parlement consultatif

18. Que raconte magnifiquement le romancier russe Iouri Tynianov dans *La mort du Vazir Moukhtar*, traduit chez Gallimard.

(*Majless Choura*). Celui-ci adopte une constitution largement inspirée de celle du royaume de Belgique¹⁹.

On ne sait pas non plus grand-chose de la dynastie pahlavi²⁰, fondée par un officier cosaque quasi-analphabète, Reza Khan, instauré puis destitué par Londres, et maintenue par son fils complexé. La puissance militaire et « modernisatrice » autoritaire du régime impérial a imposé une image de force et de permanence. Les politologues n'en sont pas encore à soupeser dans les centres de

19. Sous l'influence de la diplomatie tsariste, son fils Mirza Ali Shah tente de revenir sur ces concessions et de restaurer l'autocratie, mais la révolte de villes (Tabriz), de régions (le Gilan) et de confédérations tribales (Bakhtiar, Qashqai) le contraint à l'exil en Russie dès 1909, après un début de guerre civile.

20. Les Anglais et les Russes occupent partiellement la Perse au cours de la Première Guerre mondiale. Après la révolution russe de 1917, Londres décide de prendre le contrôle de l'importante brigade cosaque persane, traditionnellement financée et encadrée par Moscou. Ils organisent la promotion du colonel Reza Khan, qui s'empare du pouvoir à Téhéran par un coup d'Etat militaire en février 1921. Devenu Premier ministre en 1923, il dépose en 1925 le tout jeune Ahmad Shah, le seul souverain constitutionnel qu'ait connu la Perse, mettant fin à la vieille dynastie turkmène des Qadjar, qui règne depuis 1786. Ahmad Shah meurt en exil à Neuilly en 1930. Reza Khan pense un temps établir une République, mais le clergé s'y oppose : qui prètera le serment à l'Imam, dans le seul Etat chiite du monde ? Il se proclame Shah de Perse et se fait couronner le 25 avril 1926 sous le nom de Reza Shah Pahlavi, nom de famille inspiré de la vieille langue persane. Un autocrate est à nouveau assis sur le Trône du Paon. Craignant son neutralisme, voire ses sympathies allemandes, l'Angleterre et l'Union soviétique envahissent l'Iran le 25 août 1941. L'Angleterre contraint alors Reza Shah à abdiquer en faveur de son fils, et l'exile à Londres, puis à Johannesburg, où il meurt en 1944. Churchill commente d'un lapidaire : « nous l'avons mis, nous l'enlevons ! ».

recherche l'échec des modernisations « par le haut » tentées dans l'entre-deux-guerres par Zog en Albanie, Atatürk sur les ruines de l'Empire ottoman, Reza Shah en Iran ou le roi Amanullah en Afghanistan.

La clé de la confiance intellectuelle que nous inspirent alors nos amis iraniens, c'est que l'ampleur du mouvement de protestation, qu'ils nous annoncent ou décrivent les premiers, est régulièrement confirmée après coup par les médias occidentaux, qui les « découvrent ». Les premiers aussi, ils évoquent le Bazar comme un acteur politique collectif majeur. Parmi les premiers alors, ils nous parlent d'un ayatollah de Qom, Ruhollah Khomeyni, plutôt marginal parmi ses pairs « quiétistes », mais immensément populaire, ce qui se vérifie aux sommes qu'il reçoit de ses centaines de milliers de fidèles, libres de choisir à quel *marja* ils entendent se rattacher. Arrêté le 22 mars 1963, réfugié dans la ville sainte irakienne de Najaf, après un passage en Turquie²¹, il inonde ses fidèles de messages et cassettes.

21. Où il est contraint de porter le complet-veston, ce qui permet la circulation « sous le manteau » de photos plutôt « désacralisantes ».

Visitant l'Irak en juillet 1978, je prends contact avec lui à travers son fils Ahmad, pour le rencontrer et lui remettre les livres et lettres que Banisadr m'a confiés. Son fils me rappelle très vite : « mon père vous attend demain à 4 heures du matin au n° 1, sharaa an Nabi à Najaf ». La chaleur torride de l'été irakien justifie cet horaire. Je fixe rendez-vous à mon chauffeur à l'hôtel le lendemain à 2 heures. A l'heure dite, des « accompagnateurs » surgissent et me disent que pour des raisons de sécurité il m'est impossible d'aller à Najaf, mais qu'il se chargeront de remettre le courrier. Je leur laisse les livres, garde les lettres et quitte l'Irak. Je n'y suis jamais retourné, malgré les sollicitations.

Les événements se précipitent en 1978 en une escalade que peu avaient imaginée. Le Shah, conforté par le soutien que lui a apporté Jimmy Carter à Téhéran le 1^{er} janvier²², laisse publier contre Khomeyni des articles insultants. Les manifestations, notamment à Qom, font

22. Et lui redira publiquement le 10 septembre 1978, après le « vendredi noir ».

de très nombreux morts, ouvrant un cycle sanglant où chaque quarantième jour, chaque deuil populaire entraîne plus de morts, et une révolte encore plus large, jusqu'au terrible « vendredi noir » du 8 septembre 1978, place Jaleh à Téhéran, alors que la raffinerie d'Abadan est en grève. La loi martiale est proclamée. Le Premier ministre Amouzegar, qui a remplacé « l'ami de la France » Amir Abbas Hoveyda en 1977, cède la place le 6 novembre au général Azhari. L'armée massacre, mais doute. Certains prisonniers politiques célèbres, dont l'ayatollah Mahmoud Taleghani, figure majeure du clergé progressiste, sont libérés.

Pour les socialistes, impossible de ne pas faire référence au cycle des « journées révolutionnaires » de notre histoire nationale. Beaucoup de nos amis iraniens sont rentrés clandestinement en Iran, au péril de leur vie, et réussissent à nous faire parvenir des messages exaltants. Le 31 décembre 1978, le Shah cède et fait appel à Shahpour Bakhtiar pour établir une monarchie constitutionnelle. Comme nos amis du Front national iranien,

nous pensons que c'est « trop peu, et bien trop tard ». Isolé dans son bureau, alors que tout le pays lui échappe, Bakhtiar flotte de façon pathétique, son gouvernement s'effondre en quarante jours et cède la place à celui que désigne Khomeyni.

KHOMEYNI EN FRANCE

Entre-temps, le monde entier découvre Ruhollah Khomeyni, expulsé d'Irak, et qui a décidé de se réfugier provisoirement en France, où il compte un groupe de proches. Il arrive le 6 octobre 1978, le visa n'étant pas alors nécessaire. Neauphle-le-Château, bourgade des Yvelines, connue des seuls amateurs de Grand Marnier, est appelée à une renommée mondiale.

L'histoire de cette venue en France, largement due au hasard, vaut d'être contée. Un journaliste français proche du Parti socialiste, Maurice Séveno, part en Irak avec deux techniciens pour filmer au nom de la société de production Unitélédis des équipements industriels, simple contrat commercial. Sur la suggestion de nos amis, il en profite pour aller filmer Khomeyni à Najaf. A la sortie du domicile du religieux, la police irakienne arrête l'équipe et confisque le matériel, sauf la cassette audio que le preneur de son, prudent, a dissimulée. Scandale, protestations, d'autant plus que la bande-son sert quelques

jours plus tard de base à un « entretien » dans *Le Monde*. Le pouvoir irakien, de plus en plus inquiet de la possible déstabilisation de sa propre population chiite, profite de cet incident pour imposer au vieux religieux des contraintes draconiennes, et l'interdiction de recevoir toute visite. Khomeyni proteste, se fait faire à tout hasard un faux passeport au nom de Rouhollah Mostafavi, et se rend malgré les menaces en pèlerinage à Kerbela avec quelques proches. On lui interdit alors de rentrer à Najaf. Le petit groupe de voitures se dirige vers Koweït : en dépit de ses nombreux fidèles koweïti, qui l'attendent de l'autre côté de la frontière, le gouvernement koweïtien lui refuse l'entrée, et il est reconduit d'autorité à Bagdad. L'entourage du religieux explore toutes les possibilités. Sadegh Ghotbzadeh, qui a des liens étroits avec Damas, propose la Syrie, mais Khomeyni se méfie du Baas syrien autant que de l'irakien. Pour des raisons de sécurité, l'imam Moussa Sadr lui déconseille le Liban. Khomeyni pense à l'Inde et au Pakistan, berceaux de sa famille, mais ces pays tardent à répondre. Finalement, on lui propose la France, juste le temps de voir venir, en espérant que

l'Algérie pourrait ensuite l'accepter. Rien n'y est prêt pour l'accueillir.

Le petit appartement de Bagneux, appartenant à un couple iranien²³ militant, où il s'installe, pose des problèmes pour ses habitudes religieuses (ablutions) et la foule des visiteurs entassés dans l'escalier perturbe le voisinage. De proche en proche, quelqu'un propose un pavillon, qu'il faut en toute hâte remettre en état²⁴.

Ce modeste pavillon, face au couchant, domine un petit verger en pente, qui descend jusqu'à la rue. J'y arrive par un bel après-midi d'automne. Des tapis et des coussins sont disposés en arc de cercle sous un pommier. Khomeyni, grand, majestueux, entre silencieusement, et

23. Sudabeh Sodeifi, une militante extraordinaire, et Ahmad Ghazanfarpour.

24. Prévoyant un séjour long de l'imam, de riches commerçants iraniens établis en Allemagne vont alors acheter pour lui une maison à Versailles. Elle est mise au nom de Ghotbzadeh. Lorsque, deux ans plus tard, un de ces commerçants est fusillé à Téhéran, car lié à Banisadr, ses proches obtiennent de Ghotbzadeh que cette maison soit mise à la disposition du président destitué, installé à Auvers-sur-Oise. Les parents des élèves d'un lycée voisin s'inquiétant des risques d'attentat, cette maison sera échangée contre une autre, appartenant à l'Académie de Versailles. Le président Banisadr y réside encore.

s'assied en tailleur au centre du demi-cercle. Ses proches, religieux et laïcs, dont Banisadr et Ghotbzadeh, prennent place des deux côtés. Les visiteurs, une journaliste du *Monde* et moi ce jour-là, à l'extrémité. Son voisin de droite se penche à son oreille et lui indique à voix basse qui nous sommes. Il tourne son visage vers nous, nous regarde avec attention et répond à voix basse. Son propos, répété de proche en proche, me parvient : « Monsieur Khomeyni vous souhaite la bienvenue. Il se souvient que vous avez essayé de le rencontrer en Irak. Il est prêt à répondre à vos questions ». Questions et réponses murmurées chement par la même voie, montant ou descendant jusqu'au destinataire. Pendant que Marie-Claude Decamps pose une question sur le voile des femmes, le soleil couchant, sortant d'un nuage, illumine quelques pommes rouges dans l'arbre au-dessus de lui.

Le Bazar a immédiatement fait circuler la nouvelle. Dans le vieux Téhéran, la rue de France, où se trouve dans un parc l'ambassade de France, est rebaptisée par la ferveur populaire « rue de Neauphle-le-Château ». Chaque jour

voit des milliers de fidèles déposer des gerbes de glaïeuls devant le portail. Très vite, le débat s'enflamme en France sur l'accueil d'un exilé, qui anime à distance la révolte populaire. Valéry Giscard d'Estaing et son gouvernement, si proches du Shah, demandent en vain à Khomeyni de se taire, parlent d'expulsion. Evoquant cette menace à l'Assemblée nationale, les députés socialistes, dont Jean-Pierre Cot, la dénoncent par avance. Axel Poniatowski, envoyé en Iran, revient effondré, car le Shah, dont seuls quelques médecins français mesurent alors à quel point il est gravement affaibli, souffrant d'un cancer du système lymphatique, lui a dit de n'en rien faire : « Tout ce qui arrivera à Monsieur Khomeyni me sera imputé, et accroîtra l'effusion de sang ». Des messages passent par les entourages, surtout Banisadr.

François Mitterrand fait discrètement savoir qu'il ne serait pas hostile à une rencontre. Depuis sa victoire au congrès de Metz, il ne perd jamais de vue sa future stature présidentielle. Il est hors de question pour lui d'aller à Neauphle, et Khomeyni ne viendra pas au siège

du Parti socialiste. Une rencontre chez un tiers ? Paul Vieille, ami de Banisadr²⁵, animateur de la revue *Peuples méditerranéens*, a été dans les années 1960 conseiller de l'Institut des affaires sociales iranien ; il possède près des Invalides un grand appartement meublé de tapis ramenés d'Iran : voilà le lieu idéal.

Tout est prêt pour cette rencontre. C'est alors que Sadegh Ghotbzadeh, l'autre « Français » de l'entourage proche, lui aussi figure du Front national, inquiet de l'influence grandissante de Banisadr, convainc Khomeyni de ne pas donner suite au projet. Je mesure alors à quel point l'entourage est divisé par des jalousies et des ambitions impitoyables. Ghotbzadeh, aussi mondain, séducteur et brutal que Banisadr est austère et discret, jouera un rôle important pour le déstabiliser, quand ce dernier sera président. Après des études à Georgetown, il séjourne en France, où on le rencontre souvent, un élégant foulard de

25. Et auteur avec lui de *Pétrole et Violence. Terreur blanche et résistance en Iran*, Paris, Anthropos, 1974.

soie noué dans le col. Il cultive les journalistes. Proche de Khomeyni, souvent son interprète, il l'accompagne à son retour, purge la radio-télévision, devient un temps ministre des Affaires étrangères, au moment de la crise des otages. Ses critiques sont rapportées à l'entourage de l'imam. Resté en Iran après 1981 malgré les avertissements circonstanciés de ses amis et de journalistes français, il refuse de quitter le pays, est accusé de complot contre le régime, jugé par un tribunal militaire et finalement fusillé le 15 septembre 1982. A la veille de sa mort, il laisse par testament sa maison de Versailles à son ancien rival Banisadr.

Mais les événements se précipitent à Téhéran. Le petit noyau dirigeant francophone s'est déjà résolu au départ, l'élite anglophone y pense, le peuple reste indifférent au sort de la monarchie, les manifestations de l'opposition rassemblent des millions de gens. Dans sa brutale simplicité, le mot d'ordre des religieux, *Shah raft* ! (« Le Shah doit partir ») l'emporte sur les slogans sophistiqués des constitutionnalistes et des démocrates. La garde impé-

riale mise à part, l'armée est réticente à jouer durablement l'instrument de répression. Les États-Unis sont à la recherche d'une solution associant le jeune fils du Shah et un vieux politicien ayant critiqué le régime, Ali Amini²⁶, que les diplomates français décrivent comme « l'Edgar Faure iranien ».

Le 16 janvier 1979, le Shah et sa famille quittent à jamais l'Iran, salués au pied de l'avion par quelques proches en larmes, laissant seul dans la tourmente Shahpour Bakhtiar, qui a formé son gouvernement le 6 janvier. Isolé dans son palais, il tergiverse, voit ses amis français, prend des décisions, dont l'autorité s'arrête aux portes de son bureau. Des millions de manifestants demandent sa démission et celle du conseil de régence. Le 1^{er} février 1979, après 17 ans d'exil et 117 jours en France, Khomeyni fait un retour triomphal en Iran à bord d'un 747 d'Air France. Nos amis se retrouvent nombreux en

26. Né le 12 septembre 1905, lié familialement à la dynastie qadjar, étudiant en France, il est brièvement Premier ministre (6 mai 1961-19 juillet 1962) et exprime à la fin des années 1970 des critiques sur le régime. Il meurt à Paris le 12 décembre 1992.

bonne place dans le gouvernement de Mehdi Bazargan, vieil opposant libéral et respecté, et dans les nouvelles structures. Tout semble encore possible, et nul ne sait avec certitude le cours que prendra la révolution...

ENTRE SOUTIEN...

Les socialistes ont accompagné jour après jour cet immense mouvement populaire, informés par les messages de nos amis rentrés en Iran soumis à la loi martiale et débordant d'activité dans la clandestinité des grandes villes. Ils nous décrivent les avancées du mouvement, leurs espoirs.

Des journalistes de premier plan séjourneront de longues semaines en Iran : Claire Brière et Pierre Blanchet, Marc Kravetz, Kénizé Mourad, Eric Rouleau, Paul Balta. Ils retracent la marche folle des événements ; leurs analyses nourrissent des débats très vifs. Des intellectuels, peu au fait des réalités iraniennes, s'enflamment au nom de leur magistère universel. Les positions enthousiastes de Michel Foucault lui seront plus tard reprochées. L'Iran sert même aux conflits internes à la gauche, puisque, à l'occasion d'un incident au Parlement européen, René Andrieu au nom du PCF attaque vivement le Parti socialiste. Est-ce « contre le Shah ou contre le PS ? », s'interroge alors Lionel Jospin, en

argumentant rigoureusement l'engagement socialiste aux côtés de l'opposition iranienne et abordant aussi la question du leadership religieux²⁷.

Les socialistes, quand ils ne sont pas accaparés par le combat Mitterrand/Rocard qui prélude au congrès de Metz, débattent de l'Iran. Quelles que soient les interrogations sur la composante islamique du mouvement, il n'y a aucune raison d'abandonner des amis, avec lesquels nous avons échangé depuis des années et qui jouent un rôle important dans le soulèvement en cours. Seul parti français à le faire, et plutôt seul dans la famille socialiste européenne²⁸, le Parti socialiste organise à la Maison de la Chimie, le 23 janvier 1979, sous la présidence de Colette Audry, une grande réunion publique d'information et de soutien. Une affiche est éditée, réalisée par des amis iraniens, dans le style héroïque d'alors, poings levés

27. Point de vue publié dans *Le Monde* du 21 septembre 1978.

28. Le cabinet travailliste britannique envoie un message de soutien au Shah encore en septembre 1978, cité dans *La gauche française à travers la révolution iranienne, de 1978 à la chute de Banisadr*, mémoire de Timothée de Saint-Albin, Université Paris I, année 1994-95 (page 60).

contre chars et derricks. Dans son intervention, Lionel Jospin analyse longuement la situation, rappelle que le Parti socialiste n'a jamais partagé l'illusion sur le « miracle » iranien, ni sous-estimé la férocité du régime du Shah. Il argumente précisément les raisons de notre solidarité avec les démocrates engagés dans le mouvement populaire et souligne que ceux qui se taisaient sous le Shah sont prompts à demander beaucoup à ce mouvement ou à le qualifier de réactionnaire. Il s'inquiète du fait que les appareils répressifs soient restés intacts et pourraient changer de maître. Il termine en citant l'imam Ali : « Ne sois ni oppresseur, ni opprimé. Sois l'ennemi de tous les oppresseurs et l'ami de tous les opprimés ». La formation du gouvernement Bazargan, où nous comptons des amis, pourrait rassurer.

De même que le fera encore, moins d'un an après, l'élection présidentielle du 25 janvier 1980. Elle est ouverte, et importante, car l'Etat et l'armée ne sont pas totalement aux mains des religieux. Et Khomeyni a fait savoir qu'il préférerait des candidatures laïques. Avec nos références à

la Révolution française, nous nous demandons s'il n'existe pas aussi un risque de restauration autoritaire de type bonapartiste. Parmi les candidats, dont plusieurs ont étudié ou vécu en France, se trouvent Sadegh Ghotbzadeh, le Dr Habibi, ancien étudiant en sociologie à Aix-en-Provence, ou l'amiral Madani²⁹, qui fut un brutal gouverneur du Khouzistan et qui incarne le désir d'ordre d'une marine intacte, et Abolhassan Banisadr, une figure du Front national proche des religieux. Ce dernier nous apparaît la meilleure hypothèse. De fait, il est élu dès le premier tour avec 75 % des voix. L'élection présidentielle ne sera jamais une formalité dans la République islamique.

Mais la constitution adoptée par référendum le 3 décembre 1979 pose des limites au pouvoir du président de la République. Elle place en effet au cœur du dispositif de l'Etat le *velayat-é-faqih*, le « gouvernement du jurisconsulte religieux », notion pourtant rejetée majoritairement par la tradition quiétiste séculaire des chiïtes et qui

29. Lui-même plus tard réfugié à Paris.

marque véritablement une révolution dans la vulgate politique de cette fin du XX^{ème} siècle. La plus haute autorité de l'Etat est le Guide de la Révolution, désigné (et en théorie révocable) par l'Assemblée des experts ; il supervise les trois pouvoirs, contrôle directement l'armée, les forces de l'ordre et les tribunaux, et fixe les grandes orientations du régime.

... ET DOUTES PRÉCOCES

Très vite, des inquiétudes s'expriment. Pensant à certaines pages de notre histoire nationale, nous redoutons les conséquences sanglantes de ce mélange de journées révolutionnaires et d'épuration. Première alerte forte, l'exécution de l'ancien Premier ministre et bras droit du Shah, Amir Abbas Hoveyda, le 7 avril 1979, quelques instants après un procès sommaire, façon époux Ceausescu. L'homme à l'orchidée, policé, agnostique, inlassable dévot de livres français, a le tort d'avoir comme Premier ministre couvert de l'autorité de l'Etat, pendant douze ans, la plus sanglante répression³⁰. Les cinq anciens Premiers ministres français, qui écrivent en substance à Khomeyni « Vous ne pouvez pas le tuer, il est des nôtres », vont l'achever. Le 4 avril 1979, quelques journalistes français et une équipe de télévision conduite par une jeune femme ambitieuse ont rudement interrogé dans sa cellule, en présence d'un procureur iranien, le vieil homme désemparé et incapable de se défendre. On craint alors qu'il ne lui reste que

quelques heures à vivre. Diffusée le 6, à quelques heures de son procès, l'émission choque ; élus et intellectuels reprochent à Christine Ockrent de s'être faite « l'assistante du bourreau ». Elle gagne son procès en diffamation contre ses collègues de la presse, mais le tribunal note qu'elle s'est « exprimée sur un ton non seulement exempt de compassion, mais dépourvu de la simple attention humaine qu'exigeait la condition matérielle et morale du prisonnier »³¹. Le 7 au matin, Hoveyda est jugé à huis clos par l'ayatollah Sadegh Khalkhali et exécuté sur le champ d'une balle dans la nuque. François Mitterrand s'interroge publiquement : « L'Iran a-t-il choisi le camp des bourreaux ? »³².

Depuis le mois de mars 1979, d'ailleurs, de graves affrontements et de nombreuses exécutions ont lieu dans les régions kurdes. Le nouveau pouvoir dénonce ceux qui veulent tirer profit des bouleversements pour mettre en cause l'unité nationale. Les forces kurdes estiment qu'elles n'obtiendront jamais de la bienveillance d'un

31. Cité dans le mémoire de Timothée de Saint-Albin, *op. cit.*, 1994-95.

32. Article de Jean-Loup Revérier dans *L'Unité* du 13 avril 1979, reprenant des propos tenus par François Mitterrand le 8 avril précédent.

30. Né en 1919, Premier ministre du 27 janvier 1965 au 6 août 1977.

pouvoir fort l'autonomie dont la situation leur permet, pensent-elles, de s'emparer. Le Kurdistan est la première question, sur laquelle le malentendu s'avère complet.

En fait, la prise de pouvoir par Khomeyni à la tête d'un immense mouvement populaire animé par des religieux a lancé, en l'absence de partis fortement organisés, la déstabilisation permanente de la société. L'appareil d'Etat n'est plus qu'un acteur parmi d'autres. Les grandes figures religieuses se divisent. La mort, le 9 septembre 1979, du plus respecté des grands ayatollahs, sorti des prison impériales, Taleghani, lié à la gauche, fait disparaître un modérateur potentiel. Un autre religieux de premier plan, Mohammad Beheshti, tente de structurer le mouvement « à la Lénine » en créant, le 19 février 1979, le Parti de la république islamique (PRI)³³. Les partisans azéri du libéral et malicieux Shariat Madari, chou-chou des journalistes occidentaux, se heurtent aux autres à Tabriz dès décembre 1979. Un religieux plus fruste et sanguinaire, Sadegh Khalkhali, multiplie les appels à la justice

33. Il est fondé par Mohammad Beheshti, Mohammad Javad Bahonar, Akbar Hachemi Rafsanjani, Ali Khamenei et Abdelkarim Mousavi-Ardebili.

expéditive. Les partisans de la démocratie peinent à se faire entendre. Toujours équipés des références historiques des révolutions de 1789 et de 1917, nous commençons à redouter que celle-ci aussi « dévore ses enfants ».

On aurait pu y ajouter la « révolution culturelle » chinoise, car le 4 novembre 1979 des militants anti-impérialistes, les Etudiants de la ligne de l'imam, s'emparent de l'ambassade américaine, prenant le personnel en otage. Ils demandent que leur soient remis le Shah, pour le juger, et les richesses du pays pillées. Ils reconstituent minutieusement les dizaines de milliers de filaments des documents diplomatiques passés en hâte à la broyeuse, et qui témoignent selon eux de la mainmise américaine sur leur pays et des innombrables complicités qu'elle y trouvait. Ce défi frontal aux règles internationales est surtout un formidable levier de radicalisation interne contre tous ceux qui veulent stabiliser la République dans ses institutions, et sur une base sociale large. La prise d'otages organise la fuite en avant. Pour nos amis démocrates, c'est un piège mortel. Bazargan démissionne immédiatement.

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR SORTIR DU PIÈGE

D'autres continuent à se battre, car le jeu politique leur paraît encore ouvert. Même si l'invasion soviétique en Afghanistan, le 27 décembre 1979, vient encore tendre le contexte international. Entouré par une équipe solide, Abolhassan Banisadr mène une bonne campagne électorale et est élu dès le premier tour président de la République, avec 75 % des voix, contre des adversaires non négligeables. Mais l'affaire des otages sape quotidiennement son autorité institutionnelle. Les pressions et menaces américaines confortent les plus durs et créent une atmosphère obsidionale, où s'épanouit le discours religieux.

Le 25 avril 1980, une opération de commando américaine décidée par Jimmy Carter et lancée depuis le porte-avions Nimitz échoue à Tabas, dans les sables du désert central iranien. Nous préparons un communiqué dont la tonalité, proche de celle des médias, est plutôt de condamnation.

François Mitterrand en change la teneur. Je comprends qu'un futur président ne peut pas désavouer un dirigeant qui fait tout pour récupérer les siens³⁴.

C'est alors que naît au sein du gouvernement iranien l'idée d'organiser à Téhéran une grande conférence, qui verra la communauté internationale dénoncer solennellement les exactions américaines, faute de pouvoir les juger. Cela permettra ensuite au président iranien de dire à l'opinion et aux preneurs d'otages que leurs revendications de justice ont été satisfaites par la « communauté internationale » et qu'il faut mettre fin à la prise d'otages. D'où l'importance que cette conférence soit aussi représentative que possible. Sur son chemin vers les Nations unies, Ahmad Salamatian nous en parle un matin autour d'un bol de café, dans la cuisine de Lionel Jospin. Au-delà du Parti socialiste, l'idée convainc le PCF, la CGT, la

34. François Mitterrand écrit dans son bloc-note de *L'Unité* le 2 mai : « Dans la part accordée aux reproches que mérite la politique de Carter, à ses insuffisances autant qu'à ses excès, à ses incohérences autant qu'à ses logiques – faiblesse dont le détour mène plus sûrement qu'aucun itinéraire au rendez-vous de la violence –, j'aperçois la plus simple et la plus nue des évidences : son devoir était là. Quelques réserves que je fasse sur tout le reste, je penche pour celui qui veut sauver ses frères, plutôt que pour celui qui garde des otages ».

CFDT³⁵, la Cimade, de grands juristes, comme Louis Joinet, qui va jouer un rôle important dans le comité de résolution, ou l'avocat résistant Joe Nordmann, et des personnalités. J'accompagne en Iran Lionel Jospin et Didier Motchane.

La conférence se tient du 3 au 5 juin 1980 dans l'hôtel Hilton, rebaptisé pour l'occasion *Esteqlâl* (« indépendance »). D'importantes personnalités sont attendues, comme l'ancien *Attorney general* de John F. Kennedy, Ramsey Clark. Les partis « euro-communistes » italien et espagnol sont représentés à haut niveau (Pietro Ingrao, Manuel Azcarate). Six autres partis socialistes européens³⁶ sont aussi venus, ainsi que le parti radical chilien, représenté par son secrétaire international en exil en Suède, Luis Ayala. Des journalistes français sont également présents, Eric Rouleau, Philippe Lapousterle, Carlos de Sâ Rego, Jean-Jacques Cazaux, de l'AFP. Si les

35. Représentée par son responsable international Denis Jacquot, la Cimade l'étant par son président le pasteur André Jacques.

36. Autrichien, belge, danois, espagnol, italien, suédois.

pays de l'Est sont discrets, le Tiers Monde d'alors est présent en force : en tout une centaine de partis, mouvements de libération et organisations.

L'accueil est chaleureux et quelque peu improvisé. Présentée par Ahmad Salamatian, ouverte par un message de Khomeyni lu par Ghotbzadeh, la conférence commence par un discours du président Banisadr, qui refuse l'idée qu'on ne puisse se libérer de la domination d'une puissance sans tomber sous la coupe d'une autre. Ni Etats-Unis, ni URSS : il faut lutter contre tous les liens de dépendance. Puis la conférence élit son président. Les travaux sont sérieux, fondés sur de substantiels rapports sectoriels (économie, défense, justice, diplomatie, etc.) présentés par les meilleurs cadres de la mouvance du pouvoir : l'ambassadeur Mansour Farhang, Saeed Sandjabi, Pir Husseini, parmi d'autres. De nombreux intervenants condamnent formellement la prise d'otages, dont Lionel Jospin, dont l'allocation, l'une des premières, sera saluée chaleureusement par plusieurs délégations. Le député communiste Louis Odru, à des

milliers de kilomètres de Paris, ne peut s'empêcher de lancer quelques piques contre le Parti socialiste.

Louis Joinet nous rend compte des débats sérieux, la nuit durant, autour de la résolution finale : il joue un rôle très actif dans sa rédaction.

LA HUSSEINIYÉ DE KHOMEYNI

Le lendemain, Khomeyni reçoit les participants dans la *husseiniyé*³⁷, à côté de laquelle il réside à flanc de montagne, sur les hauts de Téhéran. Dans le bus qui nous y conduit, une étudiante de « la ligne de l'imam », vraie passionaria, essaie de nous convaincre des mérites de l'islam et s'attache tout particulièrement à la délégation albanaise, supposée avoir abandonné la vraie foi. Un tout autre monde que celui que nous côtoyons à la conférence. Nous arrivons à Djamaran. Un bâtiment modeste dans les arbres. Une salle plongée dans la pénombre et plutôt basse, semée de colonnes. Au fond, une large mezzanine fait comme un balcon. Nous prenons place auprès des fidèles présents, ce jour-là beaucoup de militaires, assis en tailleur sur les tapis. Dans le plus grand silence, Khomeyni apparaît par une petite porte au fond de la mezzanine : un très vieil homme vêtu de gris³⁸, marchant

37. En Iran, lieu de réunions consacrées à la commémoration du martyr de l'imam Hossein, le petit-fils du Prophète, qui peut devenir un lieu d'enseignement.

38. Selon les informations les plus vraisemblables, il est né le 24 septembre 1903, mais son frère aîné Pasandideh se porte alors comme un charme...

à pas menus, les mains posées sur les épaules des deux jeunes religieux en blanc et noir qui l'entourent. Il s'assied sur une chaise basse. Ghotbzadeh, accroupi à ses pieds, traduit pour les invités étrangers. Khomeyni commence à voix basse, à peine audible, décrit la longue histoire résistante du peuple iranien. Le silence n'est interrompu que par des soupirs. Imperceptiblement, la voix enfle. Autour de moi, sur les visages mangés de barbe des rudes militaires en tenue de combat, je vois rouler des larmes silencieuses. Trois quarts d'heure plus tard, d'une voix maintenant puissante, il défie les Etats-Unis : « Si ces messieurs veulent nous priver de voitures, nous circulerons sur des ânes, s'ils nous privent de nourriture, nous vivrons de soupe d'orge ! ». L'émotion est à son comble et toute la salle à voix sourde offre sa vie au religieux. Il se lève lentement, salue la salle d'un geste circulaire, se retourne et disparaît avalé par la porte du fond.

Après l'audience, nous allons partager un couscous chaleureux chez l'ambassadeur d'Algérie, Abdelkrim Gheraïeb, un ami, qui a été longtemps à Paris l'animateur

de l'Amicale des Algériens en Europe, représentation officielle du FLN.

Lionel Jospin et moi, en contact à Paris avec le Dr Saleh Radjavi, essayons de rencontrer son frère Massoud, qui chaque vendredi réunit des centaines de milliers de jeunes venus l'écouter à l'Université. Mais il craint déjà pour sa sécurité, et nous n'aurons qu'un échange indirect, lorsqu'il nous envoie à l'hôtel son frère Kazem.

Par contre, le soir venu, le président Banisadr nous reçoit plusieurs heures chez lui. Dans la nuit d'été iranienne, la discussion politique est longue, méthodique, franche. Il s'ouvre à nous de ses doutes. Il énumère lucidement ses échecs ou ses difficultés : la fermeture de l'université, son Premier ministre imposé, la prise d'otages et surtout le dossier kurde. En rentrant à l'hôtel aux petites heures du matin, Lionel Jospin me dit sa perplexité, et l'impression d'avoir eu en face de lui un homme qui n'a plus guère de prise sur les événements. C'est sans doute déjà trop tard pour tenter de remettre la révolution sur sa trajectoire initiale.

Le séjour de la délégation socialiste à Téhéran se termine par un déjeuner à l'ambassade de France. A l'étranger, un parti de gouvernement, au pouvoir ou dans l'opposition, témoigne de son sens de l'intérêt national. De mes années au secrétariat international et de mes nombreuses missions, j'ai appris qu'il faut toujours aller saluer courtoisement et faire part de nos impressions aux diplomates, qui ont pour tâche d'informer la politique de notre pays. C'est toujours utile et souvent plaisant. Mais une délégation de parti a son caractère spécifique : la visite se fera plutôt à la fin du séjour, pour échanger, et non pas à l'arrivée, pour éviter toute grille de lecture préjudicielle. Courtoisie oblige, Lionel Jospin m'a envoyé le matin courir la ville, fermée le vendredi, à la recherche d'une gerbe de roses pour Mme Delaye.

La résidence de France a beaucoup de cachet, entre salon qadjar aux miroirs et pièces à la française. De nos hôtes, nous avons le récit direct des premiers mois de la révolution, le témoignage d'une ambassade mieux informée que celles des autres pays d'Europe, mais aussi les

petits soucis quotidiens, la toile de Jouy destinée à rafraîchir un salon bloquée en douane³⁹. L'ambassadeur tient un discours très sévère sur le passé impérial, et sceptique sur le présent, où selon lui s'affrontent sans merci deux forces antagonistes, le PRI de Beheshti et les Moudjahidines⁴⁰.

39. Lionel Jospin de retour à Paris évoque cette mission dans *Riposte* du 7 juin 1980.

40. Effectivement, l'attentat qui décapite le 28 juin 1981 toute la direction du Parti de la République islamique réunie autour de l'ayatollah Mohammad Beheshti, faisant plus de 70 morts, est attribué aux Moudjahidines. La répression contre eux sera terrible.

ESFAHAN, NESF É JAHAN !

« Ispahan, moitié du monde », dit le proverbe. Lionel Jospin et Didier Motchane rentrent en France. Pour ceux qui restent, les organisateurs nous disent qu'ils ont prévu un moment fort à Esfahan, sans autre précision. Départ aux premières heures du jour. La lumière rasante de l'aube nous permet de voir, survolant le désert, les bouches d'accès des *qanât*, ces canalisations souterraines plusieurs fois millénaires, qui captent l'eau des montagnes pour irriguer de lointaines oasis. On retrouve le même savoir-faire au Maroc, en Algérie (les *foggara* de Timimoun et du Touat), dans les *qanawat* de la Ghouta de Damas et dans les *faladj* omanais.

Un bus nous attend sur l'aéroport militaire de la ville, qui nous conduit par des faubourgs dévorés par la poussière jusqu'au cœur de la ville safavide et aux jardins de Tchehel Soutun, le Palais aux Quarante Colonnes. Une rumeur sourde monte de la ville. En quelques minutes de promenade au long des bassins et des roses au palais d'Ali

Qapu, le groupe débouche sur la terrasse couverte, qui domine la place royale. Arrivés au balcon, la surprise est totale : à nos pieds, l'immense place est entièrement couverte de manifestants, sans doute plus d'une centaine de milliers. Les turbans blancs des hommes et les voiles noirs des femmes dessinent un gigantesque damier. De la foule, qui salue les visiteurs, monte un slogan vengeur, dont la politesse insolite est caractéristique du raffinement linguistique persan : *marg bar agha'é Carter !* (« Mort à Monsieur Carter »). L'immense foule rassemblée nous montre que la capacité de mobilisation de nos amis reste importante.

RETOUR DE TÉHÉРАН

Nous revenons de Téhéran certainement plus inquiets sur le cours futur des événements politiques. En même temps, tout séjour sur place conduit à enrichir et à nuancer les images perçues de loin. Entre la puissance américaine et les Soviétiques entrés à Kaboul s'esquisse à Téhéran une réflexion sur un nouveau non-alignement, qui met l'accent sur sa dimension culturelle. Le débat sur les liens du politique et du religieux est vif au sein de la classe politique, comme chez les jeunes. Classiquement, les possédants sont inquiets pour leurs avoirs, car il y a dans ce mouvement une dimension de redistribution des biens et des terres.

La répression et les pelotons d'exécution font la une en Europe. En fait, la terreur se met en place progressivement, dans un pays où la peine de mort ne choque hélas personne. Tout le monde semble approuver son usage dans la lutte sans merci contre la drogue. La violence politique se déchaîne d'abord au Kurdistan. La répression

contre les partisans de l'ancien régime, sanglante, reste cependant limitée dans un premier temps ; le délégué de la Croix Rouge, que nous rencontrons à Téhéran, nous parle alors de six à sept cents personnes en prison. Le régime sera infiniment plus brutal contre les siens, notamment les Moudjahidines, après l'attentat qui décapitera le PRI. Les exécutions se compteront alors par milliers.

Avoir vécu ce moment aidera à comprendre la population iranienne, sa capacité de révolte tue mais intacte, qui ne demande qu'à réapparaître quand les circonstances le permettent, et plus tard le mûrissement de la première société post-islamique de la région.

22 SEPTEMBRE 1980, LA GUERRE

Trois mois après la conférence, un rebondissement vient modifier dramatiquement la crise iranienne. Comme les Impériaux de 1792, l'Occident juge l'Iran et son régime affaiblis par les convulsions révolutionnaires, et pense venu le moment de l'achever. Il soutient Saddam Hussein, persuadé de la chute rapide du « régime des mollahs », dans son projet de se débarrasser de la révolution iranienne. Les « experts » qui fleurissent alors tiennent pour acquise la défection des populations arabophones du Khouzestan. D'autres insistent sur l'urgence d'agir, face au risque de « contagion » chez les chiites irakiens. Pour beaucoup, ce n'est que la continuation d'une « guerre de cinq mille ans entre les Arabes et les Perses », totale absurdité historique. La machine de propagande irakienne tourne à plein régime. Même de grands esprits y cèdent : Jacques Berque s'en ira sur le front haranguer les troupes irakiennes.

Nous craignons au contraire que la guerre ne crée un climat patriotique et obsidional favorable au renforcement des

durs du régime. Le 16 septembre 1980, le président irakien Saddam Hussein dénonce les accords conclus le 6 mars 1975 à Alger avec le Shah, et le 22 son armée pénètre en Iran. Commence une guerre, qui va durer huit ans et sera l'une des plus meurtrières et destructrices du demi-siècle, avec emploi massif des gaz et destructions méthodiques des villes. A Paris, le Parti socialiste condamne le recours à la guerre et dénonce clairement l'Irak, qui en a pris l'initiative.

Le 29 octobre 1980, la direction du Parti socialiste adopte un nouveau communiqué⁴¹, qui dénonce la « politique mercantile irresponsable » de Valéry Giscard d'Estaing. Il vaut d'être cité, car il fera naître des attentes à Téhéran en cas de victoire de la gauche. « Le conflit entre l'Irak et l'Iran, déjà vieux de plusieurs semaines, menace de se transformer en une guerre de longue durée. Conflit à l'origine localisé, il tend à accroître aujourd'hui les risques

41. Paul Quilès, chargé des questions de défense à la direction du Parti socialiste, a contribué à sa préparation.

de déstabilisation dans l'ensemble de la région, la course aux armements et l'intervention des grandes puissances. Le gouvernement français tient des propos rassurants malgré la situation de dépendance extrême de notre pays par rapport à l'Irak (20 % de nos approvisionnements pétroliers) et au Moyen-Orient en général (75 %) et malgré le fait que la moitié de nos importations de pétrole transitent par le détroit d'Ormuz. Bien plus, il profite de la situation pour poursuivre une politique mercantile irresponsable. Il vient de signer un contrat de vente d'armes de 14,4 milliards de francs avec l'Arabie saoudite. Quant à la vente à l'Irak d'un réacteur nucléaire sans contrôle réel sur son utilisation et notamment sur l'uranium enrichi fourni, elle est un exemple extrêmement inquiétant de cette politique qui facilite l'introduction des armes nucléaires dans la région. Le gouvernement français se doit de dire au pays la vérité sur la situation et les mesures qu'il entend prendre. Au lieu de rester un observateur passif de cette guerre et de se borner à des prises de position sans conséquence, il doit dénoncer clairement les risques de la situation et utiliser les relations

qu'il a avec le gouvernement de Bagdad pour déployer tous les efforts nécessaires à l'instauration d'un cessez-le-feu et permettre un retour à la paix sur la base des droits des peuples ».

Chef des armées, le président Banisadr se rend régulièrement sur le front, qui s'est très vite stabilisé. Il me racontera plus tard que, à chaque visite, ses généraux lui offraient, comme cadeau de bienvenue, une biographie de Napoléon : façon implicite, et bien iranienne, de l'assurer de leur soutien s'il se décidait à faire son dix-huit brumaire...

La guerre a peut-être ralenti, mais pas modifié le cours des choses. Une commission de « médiation » est créée le 16 mars 1981 pour régler le conflit, qui a éclaté publiquement quelques jours auparavant entre le président et son nouveau Premier ministre, Rajaï. Cette commission accuse Banisadr d'entretenir l'agitation dans le pays. Khomeyni lui retire le 10 juin 1981 le commandement de l'armée ; le 12 Banisadr plonge dans la clandestinité. Le

21 juin, après une tentative de soulèvement de ses partisans et des Moudjahidines, il est formellement destitué par le Parlement. L'ayatollah Beheshti, fondateur du Parti de la République islamique, devient le nouvel homme fort du pays. C'en est fini pour longtemps de l'idée qu'une vie démocratique puisse progressivement se frayer un chemin au sein de cette « révolution ».

Une autre histoire commence, qui sera encore une histoire d'exil. C'est la défaite d'un espoir, mais à Paris, les socialistes sont tous à la fête, pour la victoire historique de François Mitterrand, et s'emploient à faire naître une vague rose à l'Assemblée nationale.

Très vite, Pierre Bérégovoy me fait appeler par Hubert Védrine pour me demander : « Qui va gagner, l'Irak ou l'Iran ? – Aucun des deux, l'Iran ne s'effondrera pas, et le régime irakien tiendra : ce sera une guerre de front, longue. Mais, si l'on considère que l'Irak a pris l'initiative d'attaquer pour renverser le régime iranien, alors on peut considérer l'Iran comme gagnant ! ». Ce n'est pas l'avis

dominant à l'époque, la majorité des experts semblant convaincus de l'effondrement du régime iranien, mais c'est ce qui résulte de toutes les discussions que j'avais eues avec nos nombreux amis.

VERS UN NOUVEL EXIL

L'été 1981 ne se déroule pas pour moi comme prévu. Avec une bourse du ministère des Affaires étrangères, je m'étais inscrit à un cours d'arabe intensif à Tunis pour les deux mois d'été. J'annule ce séjour, auquel je tenais beaucoup, et je reste à Paris. Non pas, comme certains de mes camarades, pour attendre du nouveau pouvoir quelque nomination. Je reste pour tenter d'organiser le retour en France de nos amis iraniens replongés dans la clandestinité. Nous échangeons les rares informations obtenues, et nous réunissons régulièrement chez un avocat ami, maître Thierry Mignon, pour faire le point. Michel Foucault est présent, modeste et attentif, offrant son carnet d'adresses.

Aux premières heures du 29 juillet 1981, je suis réveillé par un appel de l'Elysée, de la part de Pierre Bérégoovoy : un avion militaire iranien détourné par son pilote demande à se poser sur la base d'Evreux, et a donné mon nom comme contact en France. Grâce à ses réseaux dans l'armée, Massoud Radjavi a organisé cette magistrale

exfiltration du président destitué. Malgré les hésitations de Matignon, Paris s'incline devant le fait accompli et accorde l'asile politique. Dès le lendemain, je vais rencontrer Banisadr dans son petit appartement HLM de Cachan. Souriant, il me présente Massoud Radjavi assis à ses côtés, avec un étrange lapsus : « Alain, vous connaissez Mr Radjaï ! », du nom de son ex-premier ministre et ennemi⁴². Sourires.... Très rapidement s'esquisse l'idée d'un Conseil de la Résistance, regroupant Banisadr, Radjavi, Ghassemlou et nombre de personnalités.

Mais la plus grosse inquiétude est pour Ahmad Salamatian, resté en Iran, dont nous n'avons pas de nouvelles. Il parvient cependant à quitter l'Iran et nous contacte depuis la Turquie. Sa famille, hélas, est restée en Iran. Entre-temps, une crise multiforme se développe entre la France et l'Iran, marquant le premier été de la gauche au pouvoir.

42. Elu président de la République le 24 juillet, Ali Radjaï est assassiné le 30 août suivant avec son Premier ministre Mohammad Javad Bahonar. L'attentat est attribué aux Moudjahidines. C'est alors Ali Khameneï, le futur « Guide », qui devient président.

L'ÉTÉ DES MALENTENDUS AVEC L'IRAN

L'été 1981 va rapidement ruiner les chances de relations diplomatiques « normales » avec l'Iran. Le problème de fond sera, bien sûr, l'impossibilité de se rapprocher d'un pays, alors qu'on revendique le maintien des engagements militaires pris antérieurement avec son adversaire. Le Parti socialiste, tout en ayant des contacts épisodiques avec le Baas irakien⁴³, a jeté les bases d'une politique plus équilibrée. Ce n'est pas celle que va mettre en œuvre le gouvernement de 1981. La déception est grande en Iran, où l'on avait pris au sérieux les déclarations du Parti socialiste sur la guerre. Même si, il faut le rappeler, Bagdad est l'une des très rares capitales au monde que François Mitterrand refusera toujours de visiter pendant ses deux septennats.

Quatre ambassadeurs arabes – marocain, tunisien, saoudien et irakien – particulièrement influents ont mené activement campagne pour la réélection de Valéry Giscard d'Estaing et contre le Parti socialiste, « parti

43. Disposant de solides partisans au sein du Parti socialiste, de Jean-Pierre Chevènement à Robert Pontillon, et présent dans nos congrès jusqu'à celui de Rennes en 1990. C'est aussi la tendance au gouvernement de Charles Hernu et Claude Cheysson.

sioniste », au mépris de toute réserve diplomatique. La victoire électorale de Mitterrand ouvre donc une véritable période d'expectative dans les relations entre la France et le Proche-Orient. Les dirigeants et la presse arabes attendent, pour se faire une idée précise de la diplomatie du nouveau président, son voyage annoncé à Tel Aviv et Jérusalem. Avant cela, point de politique proche-orientale assurée.

Dans ce flou, ce flottement, s'engouffre la continuité avec toute la force du fait accompli, et la politique irakienne initiée par Jacques Chirac puis Raymond Barre est reprise presque sans bénéfice d'inventaire. Les arguments « gaullistes » sont connus : amener à l'Occident un régime lié à l'URSS, implanter la France et ses entreprises dans un pays riche et bien doté, le seul dans la région où notre pays puisse être « chef de file » sur des terres naguère anglaises, consolider un régime prétendu « moderne » et « laïc » qui ferait même du « gaullisme arabe »⁴⁴ aux dires

44. Charles Saint-Prot, dans *Saddam Hussein, un gaullisme arabe ?* (Paris, Albin Michel, 1987), parle même d'un combat spirituel.

de ses laudateurs attirés... Habillage et babillage camouflent les formidables perspectives commerciales offertes par un pays supposé bon payeur et, en tout cas, habile corrupteur. S'en éloigner compromettrait le remboursement de sa dette colossale envers nos entreprises.

L'argumentaire de soutien à l'Irak en guerre se pare après 1981 de justifications plus adaptées à la gauche, et qui font un tabac au CERES. On y montre un Etat jacobin, s'efforçant, avec la main parfois lourde de nos ancêtres de 1793, de réprimer contre-révolutionnaires et forces centrifuges et de bâtir un Etat, seul cadre politique permettant le progrès social et la démocratie. On l'oppose à l'autre vision, religieuse et passéiste, qui risque de faire éclater la région en une flopée de micro-Etats communautaires : le vieux rêve stratégique d'Israël rencontrerait ainsi la vision khomeyniste pour se partager un Proche-Orient libanisé. S'y ajoute le refrain, bien fait pour faire frissonner les chancelleries, de la « ruée millénaire des Perses vers l'Occident... ». Le pays qui a produit tant d'orientalistes et d'iranologues de qualité se laisse aller au

Café du Commerce, avec quelques souvenirs d'Eschyle. Alors que l'Iran est sans doute le pays le plus constamment autocentré de l'histoire de cette région...

Dans les premières semaines du nouveau septennat, l'une des inquiétudes graves est celle de la monnaie. On évoque la menace de retraits des dépôts arabes dans les banques françaises, s'ajoutant à d'autres mouvements de capitaux. C'est l'un des soucis quotidiens du secrétaire général de la Présidence, Pierre Bérégovoy, et des proches du président en contact avec le Proche-Orient, le général Mitterrand, François de Grossouvre, ou le banquier Kémoularia. Le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, conscient de l'importance stratégique pour les deux partenaires de l'axe Paris-Bagdad, s'emploie habilement à rassurer ses voisins du Golfe et se pose en intercesseur de bonne volonté. C'est si important alors de marquer la continuité que la première visite d'Etat du nouveau président à l'étranger sera, non pas pour Tel Aviv comme promis au cours de la campagne électorale, mais pour Riyad, au mois de septembre 1981, avec une visite

à la petite oasis de Diraya qui vit s'affirmer au XVIII^{ème} siècle la famille et la fortune des Saoud. Entre-temps, il est vrai, la formation du nouveau gouvernement a apporté des éléments d'apaisement : la présence de Michel Jobert, éphémère et décevant ministre d'Etat, mais auréolé, du Maroc à la Palestine, de ses « petites phrases » et de la « politique arabe » menée sous Georges Pompidou, rassure, ainsi que celle de Claude Cheysson, dont le mélange de chaleur et de rigueur gagne les cœurs dans le monde arabe, alors même que la presse, alimentée en rumeurs par ceux qui se verraient bien lui succéder, s'acharne à le réduire au rôle de gaffeur impénitent. Et puis surtout, en ce bel été 1981, le goulag ne s'est pas abattu sur Paris et la vie y est toujours aussi douce pour les grandes fortunes. La continuité décidément l'emporte...

C'est sur ce fond de tension encore non exprimée que vient s'ajouter une série d'incidents qui pèsent lourd. L'arrivée inopinée sur la base d'Evreux de l'avion iranien amenant le président Abolhassan Banisadr et Massoud Radjavi est le premier.

Puis un commando d'officiers monarchistes iraniens s'empare le 20 août en Méditerranée (avec quelles complicités françaises ? Le nom d'un récent ministre de la Défense est alors évoqué) d'une vedette lance-missiles commandée aux arsenaux français par leur pays du temps du Shah, Tabarzin...

Le nouveau président français, craignant une autre prise d'otages et ne voulant pas commencer son mandat comme Jimmy Carter a fini le sien, rappelle les Français vivant en Iran : après coup, cette précaution compréhensible apparaît sans doute comme une erreur.

François Mitterrand a d'ailleurs, le 6 octobre suivant, un autre rendez-vous avec le radicalisme islamique, inattendu celui-là, l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate, statufié et nobélisé en Occident pour la paix avec Israël, mais détesté en Egypte pour *l'infitah*, le libéralisme économique dévergondé qui a fait des dégâts dans la société égyptienne. Dans l'avion, au retour des obsèques à travers une ville distante et boudeuse,

François Mitterrand dit à Claude Cheysson avoir été frappé par l'impopularité du défunt.

A ces griefs s'ajoutera plus tard le fait que la justice française a condamné pour une tentative d'assassinat de Shapour Bakhtiar, qui a fait deux morts, les membres d'un commando dirigé par Anis Naccache, chrétien libanais devenu khomeyniste et qui revêt aux yeux des Iraniens une importance essentielle.

Dans ce domaine précis, la continuité a donc prévalu à Paris sur l'alternance, ou du moins la plus grande prudence, qu'espérait le nouveau pouvoir iranien. Celui-ci va faire monter la pression, avec ses moyens. Depuis 1981, ce ne sont plus des fleurs blanches que la foule dépose chaque matin devant l'ambassade de France à Téhéran, comme au temps de Neauphle-le-Château, mais des slogans de colère...

LA FRANCE EN GUERRE AUX CÔTÉS DE L'IRAK

Les en-cours importants de la dette civile amènent à intervenir toujours davantage pour accompagner les changements de la stratégie irakienne, et d'abord l'extension de la guerre dans le Golfe : puisque l'Iran tient solidement le front terrestre, où il fait même de petites, mais terriblement coûteuses, percées, et s'oppose au cessez-le-feu⁴⁵, il faut frapper sa capacité d'exportation pétrolière et le contraindre ainsi à la fin de la guerre par la ruine économique, tandis qu'on immobilise le front terrestre par l'arme chimique. Cette extension de la guerre en mer suppose de nouveaux équipements : le couple Super Etendard-Exocet a fait merveille aux Malouines. Tout l'été 1983 voit des Occidentaux faire pression sur la France pour qu'elle n'en fournisse pas, mais le lobby irakien emporte sur les atlantistes, comme sur les défenseurs des principes, une victoire qui sera d'un symbolisme fort lourd : la co-belligérance... Plus tard, le retour de ces avions sera relayé par l'annonce à

45. En l'acceptant le 18 juillet 1988, Khomeyni dira qu'il « accepte de boire la coupe de poison ».

grands fracas de la livraison en septembre 1985 de vingt-quatre nouveaux Mirage F1 au rôle emblématique essentiel, ou de missiles sophistiqués permettant d'attaquer toujours plus au sud dans le Golfe (AS-30, Armat...).

Parallèlement, les opposants irakiens en France sont l'objet de harcèlements policiers au risque des plus graves bavures. Deux islamistes sont ainsi renvoyés, contre toutes les promesses faites⁴⁶, directement en Irak, où la mort les attend. Paris doit alors dépêcher de toute urgence à Bagdad un émissaire de haut niveau pour plaider l'erreur et négocier leur libération (à quel prix ? Et avec quelle aggravation du risque d'attentat islamiste ?).

En toile de fond de cette tension franco-iranienne se trouve aussi le redoutable dossier d'Eurodif⁴⁷, sans doute

46. Y compris à l'auteur de ces lignes, par la conseillère chargée des droits de l'homme auprès de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Alerté par des exilés dans plusieurs pays européens de la gravité du risque, j'ai essayé deux jours durant de mettre en garde le cabinet du ministre. En vain.

47. *European gaseous diffusion uranium enrichment Consortium* a été créé en 1973 par Georges Besse, pour le site nucléaire du Tricastin, à Pierrelatte. L'Iran impérial y prend une part de 10 % en 1974, ouvrant la voie à une large coopération nucléaire franco-iranienne. Par un montage complexe, l'Iran dispose d'une minorité de blocage et du droit d'enlèvement de 10 % de la production annuelle d'uranium enrichi.

le plus dramatique sur la durée de la décennie. Après la révolution, l'Iran annule certains contrats nucléaires signés avec la France, mais confirme son intention de maintenir son actionnariat actif dans Eurodif, ce que la France refuse. Des accords partiels interviendront au fil des ans, concernant notamment le prêt d'un milliard de dollars obtenu du Shah et signé par Jacques Chirac à Téhéran en décembre 1974. Mais l'accord financier final n'intervient qu'en 1991. Les négociations ont été longues et périlleuses. Beaucoup d'observateurs informés estiment qu'un certain nombre d'assassinats et de prises d'otages survenus en France ou au Liban au cours des années 1980 auraient été autant de « messages » destinés à peser sur le très difficile règlement de ce dossier.

Difficile dans ce cadre d'expliquer que la France n'est l'alliée de personne, ni l'ennemie de personne, dans le Golfe... Cet activisme expose la France à tous les coups. L'Iran se venge au Liban dès mai 1982. Lorsqu'une voiture piégée tue onze personnes dans l'ambassade de France, Pierre Mauroy se rend courageusement sur

place, recevant ensemble, sur la ligne de démarcation, tous les dirigeants libanais, du président Gemayel à Walid Joumblatt. Un an et demi après, à l'aube du 24 octobre 1983, le président lui-même, pâle et bouleversé, parti dans la nuit de Paris, visite les décombres du Drakkar détruit la veille dans une tragique explosion. Cet attentat suit de deux semaines la livraison effective à Bagdad, le 8 octobre 1983, de cinq avions Super Etendard prêtés par l'armée française, démontrant clairement que la France ne saurait être tenue pour neutre à Beyrouth si elle est engagée aux côtés de l'Irak dans le Golfe. Malgré un rééquilibrage tardif en faveur des chiïtes, l'illusion d'une France arbitre au Liban s'effondre...

Le Parti socialiste ne suit pas sur ce point les choix du gouvernement. C'est même, avec l'amnistie des généraux putschistes d'Alger, l'un des rares sujets sur lesquels Lionel Jospin, premier secrétaire loyal, prend clairement ses distances avec les choix gouvernementaux. Au cours de ses tête-à-tête hebdomadaires avec François Mitterrand, il s'efforce en 1983 de le dissuader de livrer des Super

Etendards équipés d'Exocets, mettant en avant les risques politiques et diplomatiques, aussi bien que les questions de principes. Lionel Jospin raconte⁴⁸ : « J'ai plaidé plusieurs fois auprès du président et j'ai même obtenu pendant quelques semaines, presque quelques mois, que la décision ne soit pas prise. J'ai fait douter François Mitterrand et puis des influences plus fortes que la mienne l'ont emporté⁴⁹. Finalement, il a donné son accord, je crois un peu à regret, sous la pression ». Il explique qu'il n'a « jamais cru à la thèse du barrage militaire irakien face à une révolution religieuse, idéologique et politique... L'Irak de Saddam Hussein, prétendument laïque, était un régime différent mais tout aussi détestable que celui de Khomeyni. Surtout, notre intervention dans ce conflit allait à l'encontre d'un principe, que François Mitterrand avait auparavant proclamé : la France ne vendrait pas d'armes à des belligérants ».

48. Lionel Jospin, *Lionel raconte Jospin*, Paris, Seuil, janvier 2010, pages 132-33.

49. Il cite les ministres de la Défense, Charles Hernu, des Affaires étrangères, Claude Cheysson, de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement, ainsi que certains conseillers comme Robert Pontillon (Matignon).

Les officiels irakiens sont conscients des réticences socialistes ; ils font le forcing pour développer les relations « de parti à parti », pour mieux garantir dans la durée la coopération entre gouvernements. Je me souviens qu'il a fallu des semaines de « conseils » insistants de différents cabinets ministériels pour que la commission internationale du Parti socialiste, dont j'assure alors le secrétariat à la suite de Jean-Pierre Raison, se résigne à recevoir un Tarek Aziz sortant du bureau de Charles Hernu et sûr de lui.

Comment Paris s'est-il laissé « enfermer » seul dans une sorte de « co-belligérance », alors que les pays arabes membres du Conseil de coopération du Golfe, les pays occidentaux et l'Union soviétique ont pratiqué au fil des mois une diplomatie plus nuancée, voire très active des deux côtés⁵⁰, sans se le faire reprocher ? Ce choix est perçu au Proche-Orient comme celui de la guerre entre la France et l'islam politique.

50. Comme le démontre entre autres exemples l'histoire de l'irangate, livraison secrète d'armes américaines à l'Iran par l'intermédiaire de personnalités-clés israéliennes. Cf. Alain Gresh et Dominique Vidal, *Les cent clés du Proche-Orient*, Paris, Hachette, 2005. Ce dossier est aussi résumé dans le « Manière de Voir » n°93 du *Monde diplomatique* (juin 2007).

CONCLUSION

Otages au Proche-Orient et attentats en France vont jeter dans ce domaine un éclairage dramatique sur la fin du premier septennat de François Mitterrand. A partir de 1986, les jeux pour le moins troubles du gouvernement de cohabitation ajoutent encore à la confusion. Le sort des Moudjahidines réfugiés en France, isolés de tous les autres opposants, est l'enjeu de toutes les manipulations. Après le cessez-le-feu avec l'Iran, le régime irakien ne tarde pas à devenir lui-même la nouvelle « bête noire » de l'Occident : dix ans après 1981, la France participera à la coalition militaire contre Saddam Hussein décidée après l'occupation du Koweït. Il s'agit d'un tout autre monde, sorti de la bipolarité familière.

La leçon politique de la chute du Shah ne sera cependant pas tirée ; au contraire, elle sera utilisée comme « contre-exemple » par tous les partisans du *statu quo*. Les pesanteurs politico-économiques et médiatiques restent les mêmes ; les militants doivent continuer à se mobiliser

contre la politique générale de connivence avec les régimes autoritaires.

Pour moi, l'expérience de cette « décennie iranienne » vécue avec un total engagement va nourrir ma réflexion, éclairer la longue attente des révoltes arabes, qui ne peuvent manquer de survenir, me gardant ainsi de la résignation autant que de la « surprise ». Elle va aussi me prémunir contre toute impatience et tout optimisme illusoire. A nous de rester solidaires de toutes celles et tous ceux qui empruntent les chemins longs et sinueux par lesquels leur liberté progresse.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-034-2

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois

JANVIER 2012

Alain Chenal
Avant-propos de Lionel Jospin

Les socialistes français et l'Iran (1975-85)

Si, au cours des années 1970, l'Iran ne cesse de faire l'actualité internationale, le pays reste peu compris et regardé, depuis l'Europe, avec une certaine méfiance. Dans ce contexte, le Parti socialiste français s'engage très tôt aux côtés de l'opposition iranienne, cherchant à nouer des liens avec les forces politiques dont il se sent proche.

Témoin privilégié par ses responsabilités au sein du secrétariat international du Parti socialiste, Alain Chenal offre un regard personnel et précieux sur une décennie d'histoire mouvementée de l'Iran.

www.jean-jaures.org



782362 440342

ISBN : 978-2-36244-034-2

6 €